

# Problèmes économiques contemporains

*Université du Luxembourg, 2005*

Michel BEINE

michel.beine@uni.lu

Université du Luxembourg.

<http://homepages.ulb.ac.be/~mbeine>

# Organisation

- Cours de 20 unités horaires
- Pas d'exercices
- Horaires : 10 séances le mardi de 10.30 à 12.00
- **Attention** : pas de cours le mardi 1er novembre !

# Support

- Transparents électroniques
- 1 ouvrage de référence : **Problèmes économiques et sociaux contemporains, Darreau et Pondaven** , Editions Cujas, Paris
- Attention : **illustration supplémentaire basée sur l'actualité récente**

# Examen

● A définir plus tard

# Introduction

# Nature des problèmes

- De nombreux problèmes économiques se posent actuellement
- Sélection arbitraire
- Ici, présentation succincte de 12 problèmes importants
- Touchent soit les pays industrialisés, soit PVDs, soit les 2
- Les problèmes sont souvent **interreliés, interdépendants**  
→ Solution intégrée plutôt que recette miracle unique

# Distinction CT-LT

- Problèmes de court terme vs long terme
- Ex CT : désordre monétaire, inflation → politiques de type conjoncturelle (ex: politique monétaire)
- Ex LT : croissance, chômage, paiement des retraites, croissance démographique → politiques structurelles (ex : développement des infrastructures, éducation, ...)
- Le court terme et long terme sont liés ex : chômage naturel et chômage cyclique récents

# Distinction exogènes-endogènes

- Certains problèmes sont exogènes : viennent de l'extérieur
- ex : chocs pétroliers, chocs démographiques, ...
- Certains problèmes sont endogènes : créés par les gouvernements ou par politique économique
- ex : déficits publics, problèmes environnementaux
- Distinction difficile ; ex: croissance endogène ou exogène ?

# Plan

- Chapitre 1 : selection des problèmes les plus importants
- Chapitre 2 : interdépendance des problèmes
- Chapitre 3 : la croissance
- Chapitre 4 : le chômage
- Chapitre 5 : l'inflation
- Chapitre 6 : la monnaie

# Chapitre 1:selection des problèmes les plus importants

# Approche

- Présentation problème/problème
- approche positive (vs normative): description des problèmes et évocation de pistes de solution potentielles → pistes approfondies pour certains problèmes spécifiques ds chap 3-6.
- Sélection arbitraire mais consensus entre économistes

## section 1: les problèmes de croissance

# Croissance

- Un des indicateurs économiques les plus utilisés: **croissance du Produit Intérieur Brut (PIB)**
- PIB : total des valeurs ajoutées créées durant une période de temps
- Notion de **flux**
- Ici: croissance moyenne sur une période plus ou moins longue
- Croissance de long terme vs fluctuations de court terme (notion de **cycles**) → **le problème de croissance fait communément référence à un problème de long terme** .

# Croissance

- Une croissance satisfaisante va de pair avec:
- accroissement des ressources disponibles
- possibilités de production
- accroissement quantitatif et qualitatif de la population
- accroissement des niveaux de vie
- diffusion des connaissances

# Croissance

- Sur 1 siècle: croissance moyenne entre 2% et 2.5% dans les pays développés
- Mais:
- Beaucoup de variabilité dans le temps : périodes de forte croissance et ralentissement important
- écarts importants entre pays
- Exemple : PIB/tête en 1990 US : 20000; Europe : 15000; Ex URSS: 6700; Brésil : 4400; Egypte et Chine: 2200; Inde : 1200; Bangladesh : 700.

# Rattrapage ?

- Y a t il un rattrapage ?
- Oui et non
- Oui : Japon et Europe ont progressivement rattrappé les USA entre 1945 et 1975 (30 glorieuses)
- Rattrapage aujourd'hui des pays d'Asie et singulièrement de la Chine
- Non : Stagnation voir dégradation dans certains pays d'Asie et en Afrique SS
- Ex: PIB/tête Congo 2000 < PIB/tête Congo 1960

# Ralentissement depuis 1973

- Net ralentissement de la croissance : problème sans doute le plus important
- va de pair avec augmentation du chômage
- Touche quasi tous les pays industrialisés
- Chiffres de base : entre 1950 et 1973 : taux de 5%; après 1973: 2.5%;

# Calcul de la croissance

- Qu'entend on par taux de croissance ?
- Augmentation de la quantité totale de biens et services produit sur une période de temps (un an)
- Quantité totale : PIB ou PNB noté  $Y$
- Taux de croissance :  $\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}} \times 100$

# Calcul de la croissance

- On fait souvent référence à la croissance réelle → production **en quantité** et non en valeur
- → il faut soustraire la croissance des prix  $\frac{\Delta P}{P}$
- $\frac{\Delta Q}{Q} = \frac{\Delta Y}{Y} - \frac{\Delta P}{P}$

# Exemple

Années	PIB valeur	Croissance PIB valeur	Croissance Prix	Croissance PIB Volume
1991	6776	-	-	-
1992	6999	3.3%	2.1%	1.2%
1993	7077	1.1%	2.4%	-1.3%
1994	7390	4.4%	1.5%	2.9%
1995	7662	3.7%	1.6%	2.1%
1996	7871	2.7%	1.2%	1.5%
1997	8135	3.4%	1.0%	2.4%

- Appliquez les formules pour reconstituer les taux de croissance de la dernière colonne !!!

# Calcul de la croissance

- On utilise souvent le taux de croissance du PIB/tête
- Pourquoi : pour avoir une idée de la croissance de la richesse par individu
- $$\frac{\Delta Q^*}{Q^*} = \frac{\Delta Q}{Q} - \frac{\Delta Pop}{Pop}$$
- Utile pour comparer les pays développés par rapport aux PVDs
- Comparer sur longue période où la croissance de la population varie ; ex : après 1820 ,  $\frac{\Delta Pop}{Pop} = 0.9\%$  alors qu'avant  $\frac{\Delta Pop}{Pop} < 0.4\%$

# Perspective historique

- La croissance est un **phénomène récent** : perspective très longue

Tableau 2: taux de croissance annuel moyen en %

	Pop	PIB/tête	PIB tot
Période agraire (500-1500)	0.0	0.0	0.0
agraire progressive (1500-1700)	0.2	0.1	0.3
Capitalisme commercial (1700-1820)	0.4	0.2	0.6
Capitalisme industriel (1820-1980)	0.9	<b>1.6</b>	2.5

# Perspective historique

- Jusqu'environs 1850, vision d'une croissance faible car accumulation du capital limitée (Ricardo, ...)
- Population stagnante car ressources limitées
- Pourquoi ? rentabilité décroissante
- La révolution industrielle va changer tout cela : croissance soutenue de la **productivité des facteurs de production** .

# Trente Glorieuses

Tableau 3: Taux de croissance annuel moyen en % dans les pays développés à travers 5 périodes différentes

	1820- 1870	1870- 1913	1913- 1950	1950- 1973	1973- 1989
France	1.2	1.5	1.1	5.0	2.3
Allemagne	1.6	2.8	1.3	5.9	2.1
Italie	1.2	1.9	1.5	5.6	2.9
Japon	0.3	2.3	2.2	9.3	3.9
R-Uni	2.0	1.9	1.3	3.0	2.0
US	4.5	3.9	2.8	3.6	2.7
16 pays	2.4	2.5	2.0	4.9	2.6

# Commentaires

- Période des 30 glorieuses clairement identifiée : croissance exceptionnelle et généralisée entre 1950 et 1973
- Phénomène de rattrapage des pays développés par rapport aux Etats-Unis (et le Royaume-Uni)
- Net ralentissement en 1973 : baisse de moitié de la croissance
- Sur les 180 années , avec un taux de croissance de 2.5%, la richesse a été multipliée par  $1.025^{180} = 85 \rightarrow$  sortie définitive des situations précaires des sociétés avec 3 maux : famine, épidémies et guerres;  $\rightarrow$  le problème économique de base (contraintes alimentaires) résolu

# Zoom sur les 30 glorieuses

- Que signifie les taux de croissance moyens ?
- Un individu né en 1950 aurait vu à 23 ans son revenu multiplié par
  - 6 au Japon
  - 2,5 en France
- Un individu né en 1973 aurait vu à 23 ans son revenu multiplié par 1,5 seulement en France
- Phénomène visible de développement: chauffage central, réfrigérateur, machine à laver, téléphone, télévision, augmentation du trafic automobile, explosion des biens de consommation accessibles
- question importante contemporaine : **causes du ralentissement de la croissance ?**

# Autres problèmes

- Croissance inégale :  $\frac{2}{3}$  de la population mondiale (4 Mias) n'ont pas résolu le problème alimentaire
- Répartition des richesses
- entre pays : croissance inégale et pas de rattrapage pour certaines zones
- à l'intérieur des pays : inégalités entre individus et inégalités face au chômage

## section 2 : le chômage

# intro

- Sans doute le problème économique le plus médiatique
- Programme prioritaire de tous les gouvernements français et belges depuis 25 ans
- Plan emploi à toutes les législatures; exemples récents : 35 heures en 2000 (France); plans de remise au travail : contrat emploi solidarité, consolidé ou initiative emploi (France); plan Rosetta (Belgique)
- Le chômage est le mal économique le plus visible d'une société (vs : revenus, inflation, ...)

# définition

- Chômage  $\neq$  inactivité
- 3 catégories d'individus
- **Actifs (A)** : possèdent un **emploi**
- **Emploi** : travail rémunéré : exclut travail domestique ou autre (bénévolat)
- **Inactifs (I)** sans emploi et **pas à la recherche d'un emploi** ; ex: femme au foyer; retraité; étudiants, rentiers, ...
- **Chômeurs (C)** sans emploi et **à la recherche d'un emploi**

# Intersections

- Catégories **théoriques** → catégories intermédiaires
- Entre A et I : Temps partiel choisi
- Entre A et C : Temps partiel subi; ex: chômage technique
- Entre C et I : Formation , stages d'entreprises, ...
- Entre A, C et I : travail clandestin

# Mesure

- Mesure difficile
- Sources : inscriptions aux bureaux de chômage
- Enquêtes
- Définition la plus restrictive : BIT
- chômeur = personne sans travail n'ayant pas travaillé les 2 semaines précédente à la recherche d'un emploi et disponible immédiatement
- → sous-estimation du taux de chômage pouvant aller jusqu'à 50%.

# Perspective internationale

- De manière générale, augmentation importante du chômage dans l'OCDE
- 10 Mios fin des années 60, 25 Mios au milieu des années 80 , 35 Mios en 2000.
- Phénomène très inégal entre les pays du monde  
**Taux de chômage 50-95 OCDE.**
- Problème surtout **européen** et surtout de la CE ;
- All: 11.7%; France : 10.2%; Espagne : 9.9%; Italie : 7.8%; Belgique : 12.2%; zone Euro : 8.8% (fin mai ou fin juin 2005)

# Perspective internationale

- pays hors CE moins touchés (Suisse : 3.6%, Suède : 5.2%)
- Mais au sein , de la CE, pays moins touchés : NL : 6.7% , R-U: 4.8%, Autriche : 4.6%, Danemark : 5.9%.
- Amérique du Nord : US (5.0%) moins touchés mais Canada (6.7%) plus touchés : Québec similaire aux pays européens
- Japon moins touché : 4.4%
- Océanie moins touchée : Australie : 5.0% , Nouvelle-Zélande 4.2%;
- Ceci reflète la situation **hétérogène** des marchés du travail du point de vue des performances

# Perspective internationale

- Situation aussi **hétérogène** des marchés du travail du point de vue des caractéristiques du marché du travail
- Part des chômeurs de longue durée ( $> 1$  an) : 4 fois plus importante dans CE que en Amérique du Nord
- Proba de perdre un emploi  $>$  en Amérique du Nord (2% de la pop active) qu'en Europe (0.5%)
- Compensé par la proba de retrouver un emploi : en Amérique du Nord, 1 chômeur sur 2 retrouve un emploi dans l'année contre 1 chômeur sur 10 en Europe.
- Mobilité faible en Europe (même au sein des pays); aux US, environ 40 mios d'américains déménagent chaque année.

# caractéristiques du chômage en France

- Evolution très forte depuis 1974.
- Avant 74 : 2 à 3% (chômage dit frictionnel)
- En 1993 : 12% avec la barre des 3 Mios franchie
- Entre 1954 et 1994, création d'emplois : 3.5 Mios et destruction de 3 Mios → création nette insuffisante pour compenser la croissance démographique et l'arrivée massive de certaines catégories (ex: femmes) sur le marché du travail
- → Vraie question : **Pourquoi création d'emplois trop faible ?**

# Hétérogénéité des individus

- Différence entre **hommes et femmes** ;
- Depuis 1954 : 9 actifs supplémentaires sur 10 sont des femmes
- Taux de chômage plus élevé : 14.2% vs 10.4% en 1996
- Plus présente dans les emplois à temps partiels
- Ancienneté moyenne plus forte : 15.3 mois vs 14 mois

# Chômage de longue durée

- Augmentation croissante de la durée moyenne de chômage;
- phénomène préoccupant car
- déqualification
- découragement
- hystérèse : certaines générations n'ont jamais connu autour d'elles que des situations sans-emploi → comportements de recherche d'emploi insuffisants → débat sur la pérennité des allocations de chômage
- Contraste entre système anglo-saxon (durée limitée des allocations, US, R-U) et modèle social européen (durée illimitée conditionnelle, Europe continentale, Scandinavie)

# Qualifications

- Corrélation (association linéaire) **négative entre taux de chômage et qualification des individus**;
- Exemple : France, 1996 (moyenne, 12.1%)
- Sans qualification: 17.2%; Secondaire inférieur: 11.4%, BAC: 10.4%; BAC+2 : 7.5%; BAC+>2 :7.4%;
- → Le rendement de l'éducation est positif car non seulement il permet d'atteindre des revenus plus élevés mais diminue la probabilité du chômage.

# Hypothèses d'explication

- Différentes pistes (complémentaires) d'explication de l'explosion du taux de chômage
- Progrès technique destructeur d'emploi
- Coût du travail excessif
- Pouvoir d'achat et demande de biens insuffisants
- Mauvaise organisation du marché du travail

## section 3 : le rôle de l'état

# intro

- Place de l'Etat dans l'economie a fortement évolué
- Jusque'à la fin de la seconde guerre mondiale, rôle limité
- A partir de la seconde guerre mondiale, intervention croissante de l'etat → **Etat-Providence**
- Récemment, redéfinition du rôle et remise en question d'un rôle aussi important

# Evolution chiffrée

- Rôle de l'état multiple → difficulté de mesurer son degré d'intervention
- → une mesure utilisée : part des dépenses publiques en proportion du PIB
- → permet des comparaisons
- dans le temps
- entre pays

# Evolution chiffrée

Tableau 5: Part des dépenses publiques en % du PIB dans les pays développés à travers 4 périodes différentes

Pays	1950	1977	1997	1999
Canada	19.2	37	42.6	41.0
France	26.7	40.9	54.1	53.4
Allemagne	28.3	41.3	47.7	46.7
Italie	20.7	42.5	50.6	49.1
Japon	14.6	22.3	35.2	35.5
R-Uni	30.1	40.8	39.7	39.0
US	20.0	32.6	32.0	31.6

# Commentaires

- Evolution croissante du rôle de l'état durant les 30 glorieuses jusque milieu des années 80
- Rôle important mais légère décline fin des années 90 pour différentes raisons:
  - Poids de la dette publique (Italie, Belgique)
  - Contraintes extérieures (e.g. critères de Maastricht)
  - Vision économique (USA, R-Uni)

# Commentaires

- Certains pays traditionnellement plus interventionnistes : France, Italie, Pays scandinaves, Belgique, ...
- Certains pays traditionnellement moins interventionnistes : USA et plus récemment (depuis Thatcher, début 80's), R-Uni
- R-Uni a été le plus en avance au début : rôle de grands penseurs économiques : Keynes, Beveridge
- Japon : cas à part ; traditionnellement moins interventionniste mais récemment explosion des dépenses publiques

# Rôles de l'Etat

- **Production de biens publics** : fonctions régaliennes (Police, justice, armée) et substituts au secteur privé (entreprises publiques)
- **Redistribution** : collecte des impôts et diminue les disparités avec des transferts vers agents les moins bien dotés (allocations chômage, familiales, aides financières, ...)
- **Stabilisation économique** : tente de réduire fluctuations conjoncturelles en soutenant l'activité économique durant les périodes de récession → basé sur les idées de Keynes durant les 30's qui voit les dépenses publiques comme nécessaires pour adéquation entre offre potentielle et demande.

# Rôle du keynésianisme

- Théories de keynes utilisées jusque fin des années 70
- Basées sur l'idée du **multiplicateur des dépenses publiques** :  $Y = C + I + G \rightarrow \Delta Y = \frac{1}{1-a} \Delta G$  où  $a$  est la propension à consommer des ménages :  $C = aY$
- → Une dépense initiale va générer un accroissement de l'activité économique globale plus que proportionnel.
- idée confortée par le fait que l'accroissement de  $G$  s'est fait durant les 30 glorieuses
- Exemple : France: la croissance des dépenses publiques s'est surtout matérialisée entre 1950 (27%) et 1980 (48%)

# Remise en cause du keynésianisme

- Plusieurs éléments remettent en cause cette vision:
- Le multiplicateur n'est pas si élevé car
- Les dépenses doivent être financées par **l'impôt** pour éviter les déficits
- Dans certains pays (Belgique, Italie, Irlande), dettes publiques très élevées (>100% PIB fin années 80) → nécessité de dégager des **surplus primaires** (recettes-dépenses hors paiement de la dette).
- Exemple : Belgique : surplus primaire de  $\simeq 6\%$  PIB
- Vision de Laffer : l'état est un frein à l'activité économique

# Laffer

- La hausse de la pression fiscale (taxation) décourage le travail et l'investissement → néfaste à l'activité économique
- → Il existe un **taux d'imposition optimal**
- Le lien entre recettes fiscales et taux d'imposition suit **une courbe en cloche**
- Certains soutiennent que les pays européens ont dépassé le taux optimal : **poids de l'état trop grand** .
- Exemple : en France, le taux de prélèvement obligatoire a dépassé en 1977 les 40% du PIB → excessif

# effet boule de neige

- si taux d'intérêt sur dette  $<$  taux de croissance du PIB (des recettes), alors ratio dette/PIB diminue
- Sinon effet boule de neige  $\rightarrow$  explosion de la dette  $\rightarrow$
- Dans ce cas, mesures d'austérité importantes  $\rightarrow$  réduction du déficit budgétaires (dépenses-recettes).
- Exemple: Belgique : effet boule de neige important dans les années 80 sous l'effet
- d'un déficit important
- de taux d'intérêt  $>$  taux de croissance
- ajustement douloureux dans les années 90 avec des **surplus budgétaires importants**

# Cas belge

Tableau 6: Effet boule de neige en Belgique (1980-2005)

Années	Déficit % PIB	Dette % PIB
1980	9.5	70.1
1985	10.2	114.7
1990	6.8	124.5
1995	4.4	142.3
2000	-0.2	122.5
2005	-0.1	115.4

# Tendances récentes

- Plusieurs tendances dans vision du rôle de l'état
- **réorienter** vers des dépenses favorisant la production future; Exemple: favoriser dépenses d'éducation (capital humain); éviter infrastructures publiques sous-utilisées;
- **Diminuer rôle dans domaines concurrents au secteur privé** ; Exemple : entreprises publiques → privatisation de certaines activités : Poste (Allemagne, Japon, ...); Télécommunications (R-U, France, Belgique, Allemagne, ...); Chemin de fer (R-Uni), ...
- **Coordination internationale** des politiques budgétaires → imposées par contraintes d'intégration ; Exemple: critères de Maastricht; Pacte de stabilité et de croissance en UM.

## section 4 : l'inflation

# Intro

- Inflation : **croissance généralisée et durable des prix**
- Aujourd'hui, moins de préoccupation de la part des autorités mais
- Episodes d'inflation très élevée ; exemple : Allemagne ds entre-deux guerres (>1000% par an)
- Inflation élevée dans les pays de l'OCDE dans les années 70 et début 80 : **Stagflation** : coexistence de chômage et d'inflation
- Hyper-inflation (taux >100 %) dans pas mal de pays PVD et développés : Turquie, Israel, pays d'Amérique Latine, ...

# Evolution récente

- France: **inflation France**
- OCDE: **inflation OCDE**
- hausse importante dans les années 70;
- Période de **désinflation** réussie dans les années 80
- Années 90 et 2000: maintien d'un taux d'inflation faible (<3%) dans plupart des pays.
- Mais reprise récente possible : Septembre 2005 : 4.7% inflation en base annuelle aux Etats-Unis.

# Mesure de l'inflation

- Inflation: croissance **généralisée** : augmentation d'une majorité de prix
- → Reflété par l'augmentation d'un **indice général des prix**
- Exemple : France : indice = moyenne de l'évolution des prix de 256 biens et services
- Plusieurs **problèmes de mesure** :
- Choix de l'année de base
- Présence ou absence de certains biens dans l'année de base ou dans l'année de calcul
- Exemple : ordinateur dans les années 60; téléphone à fil classique en 2005;

# 2 indices

- 2 indices selon qu'on prend panier de consommation en année de base (1980) et année de calcul (2005)
- Laspeyre:  $P(2005) = \frac{p_i(2005)q_i(1980)}{p_i(1980)q_i(1980)}$  → panier de référence observé en 1980
- Paasche:  $P(2005) = \frac{p_i(2005)q_i(2005)}{p_i(1980)q_i(2005)}$  → panier de référence observé en 2005.

## 2 indices

- Plusieurs types selon le type **de prix** : consommation, production
- certains indices excluent certains biens ; exemple : indice santé exclut biens nocifs fortement taxés (tabac, alcool, ...)
- Biais de sous-estimation dû à la non prise en compte de **l'amélioration de la qualité des biens** ; exemple : ordinateurs

# Causes de l'inflation

- Economistes s'accordent sur un ensemble de causes expliquant l'apparition d'une inflation
- Causes potentiellement complémentaires
- différentes causes → différents remèdes
- Nécessité d'un **ensemble de remèdes** ; pas de recette miracle

# Causes monétaires

- Equation quantitative de la Monnaie (théorie monétariste) :  $MV = PT$
- En dynamique  $\dot{m} + \dot{v} = \dot{p} + \dot{t}$ , où on exprime tout en taux de croissance
- Si  $\dot{v} = \dot{t} = 0$  (vitesse de circulation constante et production fixe à court terme),  $\dot{m} = \dot{p}$ : l'inflation est due à la croissance de la masse monétaire → Milton Friedman : **Inflation is always and everywhere a monetary phenomenon** .
- La progression du stock de monnaie est due fondamentalement à :
- l'expansion des crédits par les banques aux entreprises et aux particuliers
- au financement monétaire des déficits publics.

# Causes monétaires

- La solution pour éviter ou diminuer inflation : politique monétaire **restrictive** : croissance de la masse monétaire limitée (ou taux d'intérêt relativement élevés)
- Exemple : 11 hausses de taux aux Etats-Unis depuis 2001.
- Tendence générale en Europe au début des années 90: politique monétaire plus axée sur le contrôle des prix que sur la stimulation de l'activité économique
- Tendence renforcée en Europe avec BCE et adoption de l'Euro: statuts explicites de la BCE
- Interdiction des financements monétaires des déficits publics : effective en Europe depuis début années 90.

# Inflation par la demande

- Prix = variable d'ajustement pour Offre B et S = demande de B et S
- Si demande > offre, augmentation des prix
- la demande peut être stimulée par
  - les dépenses publiques
  - la consommation des ménages
  - la demande extérieure
- offre de travail limitée qui contraint offre de biens
- insuffisance des gains de productivité qui ralentissent l'accroissement de l'offre.

# Inflation par les coûts

- Si coûts de production des entreprises augmentent → répercussion sur les prix des biens
- Exemple : chocs pétroliers en 1973 et 1980; choc salarial; augmentation du prix des matières premières; hausse des taux d'intérêt (coût de financement)
- Ceci peut être amplifié quand **spirale prix-salaires**
- $\uparrow$  prix  $\rightarrow$   $\uparrow$  salaires car **indexation salariale automatique ou négociations salariales**  $\uparrow$  coûts des entreprises  $\rightarrow$   $\uparrow$  prix
- $\rightarrow$  Solutions:
- de court terme : blocage des prix ou contrôle de certains prix
- desindexation automatiques des salaires (Italie, France, ...)

# Inflation importée

- Si prix des biens importés de l'étranger augmente, prix augmentent globalement → inflation importée
- Valable pour les biens de **consommation** et aussi de **production** (avec spirale prix-salaires potentielle)
- Exemple : augmentation du prix du baril de pétrole → répercussion importante car le pétrole est un bien important pour consommation et production
- L'impact est d'autant plus important que
- le degré d'ouverture d'une économie est élevé : la mondialisation accroît les risques de transfert d'inflation entre pays
- Importance du **régime de change**

# Inflation importée et change

- Taux de change = prix d'une monnaie en fonction d'une autre
- Exemple 1.20 dollar / 1 euro
- Même si le prix en dollar reste identique, le prix en Euro peut varier → si prix est fixé en dollar et si Euro se déprécie par rapport au dollar, prix en Euro augmente → inflation temporaire
- En régime de change flexible, l'inflation importée peut être **amplifiée ou atténuée** par les variations de change; Exemple: augmentation du prix du barril atténué par Euro fort
- En régime de taux de change fixe, inflation est transférée facilement d'un pays à l'autre car pas de possibilité de compensation par taux de change; exemple: union monétaire européenne.

# Questions supplémentaires

- questions supplémentaires autour de l'inflation
- Relations inflation-chômage : problèmes parfois (chapitre 2) interdépendant
- Pourquoi l'état (le gouvernement) a-t-il souvent intérêt à créer de l'inflation ? (chapitre 5)
- Quels sont les effets sociaux (négatifs) de l'inflation (chapitre 5)

## section 5 : les relations monétaires internationales

# Introduction

- relations monétaires expliquent le fonctionnement du paiement des transactions entre différents pays
- Les transactions internationales sont répertoriées dans la balance des paiements
- La BP est divisée en 3 grands postes
- Transactions courantes: exportations et importations de B et S, transferts entre pays → solde de la balance courante
- Mouvements de capitaux à long terme: investissements étrangers directs, prêts, etc ...
- Mouvements de capitaux à court terme: transferts de capitaux et **balance des règlements officiels** : traduit les entrées nettes de fonds → traduit les déséquilibres qui donnent lieu à des sorties ou entrées de devises (monnaies étrangères)

# Taux de change

- Les paiements en devises différentes sont rendus possibles grâce aux **taux de change**
- Taux de change : prix d'une devise en fonction d'une autre
- 2 types de cotations
- Incertain : nbre unités monnaie domestique pour 1 unité de monnaie étrangère ; ex : 0,8 euro/dollar
- Certain : nbre unités monnaie étrangère pour 1 unité de monnaie domestique ; ex : 1,2 dollar/euro
- L'évolution des taux dépend du **régime de change**

# Les régimes de change

- Différents régimes de change (FMI en répertorie 7 officiels)
- Gradation avec 2 cas polaires : systèmes de taux de change flottants (dollar US, dollar Can, Yen, ...) ou système de taux change fixe (monnaies de la zone Euro, dollar HK-dollar US, ...)
- Dans un système flottant, le taux varie à tout moment en fonction de l'offre et de la demande de devises
- Dans un système fixe, le taux est fixé administrativement à un certain niveau

# Les régimes de change

- Chaque devise peut être flexible par rapport à une devise A mais fixe par rapport à une devise B ;  
exemple: les devises européennes sont fixes entre elles mais flexibles par rapport au dollar.
- Un système peut être semi fixe (ou semi flexible) :  
fluctuations possibles mais limitées autour d'une parité centrale
- exemple: Système Monétaire Européen (1979-1998):  
bande de fluctuations de  $\pm 2.25\%$  autour de parités pivots bilatérales; en cas de nécessité, parités peuvent être modifiées : **réalignements** .

# Systeme de taux de change flottants

- l'offre et la demande de devise dépendent :
- offre: exportations de biens et services vers le RM + placements financiers du RM → tendance à apprécier la monnaie nationale
- demande: importations de biens et services + placements financiers vers le RM → tendance à déprécier la monnaie nationale
- Le taux dépend donc de la balance des transactions courantes + mouvements de capitaux

# Avantages des taux flottants

- Favorise l'ajustement des balances de paiements  
Exemple : déficit de la BP → dépréciation devise nationale → favorise les exportations et rétablit l'équilibre : **le taux de change est un moyen d'ajustement automatique (M. Friedman)**
- La politique monétaire (contrôle des taux d'intérêt et de la masse monétaire) demeure autonome
- Le système est symétrique: pas de devise de référence qui joue un rôle dominateur (exemple : DEM dans le SME)

# désavantages des taux flottants

- Pas de discipline monétaire et budgétaire : les pays qui vont mal dévaluent constamment ; exemple : Congo
- absence totale de coordination avec autres pays
- Les fluctuations des taux peuvent être plus déstabilisateurs que stabilisateurs → rôle de la spéculation financière qui engendre des fluctuations qui n'ont rien à voir avec les fluctuations requises par la BP. Exemple : fluctuations du dollar américain depuis janvier 2005: **variations dollar**.

# Choix d'un régime de change

- Mundell (Prix Nobel, 2001): théorie des zones monétaires optimales
- différents critères qui permettent de dire que **taux de change fixe d'autant plus intéressant** que
- Les économies sont similaires (produisent même type de biens)
- Leurs fluctuations (cycles) sont synchronisés
- Le travail est mobile entre elles (migrations)
- Commerce est intensif entre ces économies
- Ces critères ont été évalués pour voir si l'Europe était une zone monétaire optimale (ZMO) et pour voir si **l'Union économique et monétaire** était un projet intéressant.

# L'Europe est-elle une ZMO?

- Diagnostic mitigé
- Toute l'Europe ne constitue pas une ZMO car
- Travail peu mobile (barrières administratives, langues, ...)
- Entre certains pays, les cycles sont assez différents  
Exemple : R-Uni avec Europe continentales; certains pays à la périphérie (Grèce, Portugal, Finlande, Irlande) pas très corrélés
- Mais un coeur de pays très similaires (Fra, Allemagne, Bénélux, Autriche, Italie) : structures industrielles identiques, commerce intense, ... .
- → **Un sous-ensemble de l'Europe (et de l'UEM) est une ZMO .**

# L'organisation monétaire internationale

- Au niveau international, 2 épisodes importants de système de taux de change fixes
- Etalon-or de 1870 à 1914 : France, Allemagne, Angleterre, Italie, Espagne, Europe du Nord et Etats-Unis
- Chaque monnaie est définie par rapport à **l'or: parité ou poids**
- → chaque paire de monnaie correspond à un taux de change fixe → pas de fluctuation possible et pas de changement des parités
- Convertibilité totale de chaque monnaie en or et libre transférabilité des fonds d'un pays à l'autre

# Etalon-or

- → stabilité des cours de change
- Théoriquement, rééquilibrage automatique des BPs : si excédent, entrée de devises → augmentation du stock d'or → augmentation des prix → retour à l'équilibre par renchérissement des exportations
- Effondrement du système après première guerre mondiale → tentative de restauration au milieu des années 20 mais effondrement définitif début des années 30 avec déséquilibres extérieurs croissants et menaces de suppression de la convertibilité en or.

# Bretton woods : 1944-1971

- Restauration d'un système de taux de change fixes pour éviter les **manipulations de taux** (années 30, politique de dévaluations compétitives : **beggar the neighbour** )
- Système mis au point par 2 grands économistes : Keynes (R-U) et White (US)
- idée Etalon-dollar plutôt que étalon-or
- Implique toutes les devises majeures

# Bretton woods : 1944-1971

- Toutes les devises sont fixées par rapport au dollar
- Parités fixes mais ajustables quand problèmes de BP
- Le dollar est convertible en or : 35 USD par once d'or
- Les monnaies ne peuvent fluctuer que de 1% autour de leur parité-dollar
- 2 organismes encadrent le système : FMI (veille à la stabilité monétaire) et Banque Mondiale (aide aux pays en difficulté)

# Bretton Woods : 1944-1971

- → Stabilité des taux pendant 25 ans;
- à l'exception de certains pays (Canada), tous les pays participent au système
- Tendance croissante des Etats-Unis à profiter du système : le dollar est la monnaie de réserve, l'étalon; financement de la guerre du Vietnam
- En 1971, suppression de la convertibilité en dollar et en 1973, retour à un système de taux de change complètement flottants .

# Le système actuel

- Depuis 1973, grandes devises en taux de change flottants
- Les fluctuations des taux peuvent être très importantes ; exemple ; entre 1985 et 1991, la valeur du dollar par rapport aux devises européennes a été divisée par 3
- Plus récemment, passage en 2000 de 0,83 dollar/euro à 1,40 en juin 2005 : fluctuations de plus de **50 %**
- → difficulté pour les agents économiques d'anticiper la valeur future de leurs avoir ou revenus en monnaie étrangère: **taux de change effectifs des grandes devises..**
- Emergence progressive de 3 grandes zones monétaire : dollar, Deutsche Mark (Euro) et Yen; récemment, importance croissante du Yuan chinois

# Accords de concertation

- Peu d'accords entre autorités monétaires mais 2 exceptions notables
- En septembre 1985 : **accords du Plaza** : engagements des autorités monétaires des 3 grandes devises à ramener le dollar vers des cours plus acceptables : (3,20 DEM/dollar) → déficits importants de la BP US
- Interventions concertées sur le marché des changes : ventes massives de dollar contre DEM et Yen → retour à des taux plus acceptables; **Evolution dollar/euro..**
- Février 1987 : **accords du Louvre** : engagements des autorités monétaires des 3 grandes devises à limiter les fluctuations des devises entre elles par des interventions concertées.

# Rivalités

- Dans une certaine mesure, retour progressif à la situation des années 30 : **beggar the neighbour policy** .
- Dollar US : depuis 1995, fluctuations du dollar complètement libres (plus d'interventions de la Fed) et affaiblissement du dollar au mieux non entravé
- Euro : peu d'interventions mais récemment vue que l'Euro est trop élevé → dépréciation souhaitée par la BCE

# Rivalités

- Yen: Interventions massives depuis 1999 (→ fin mars 2004) **pour ralentir appréciation du YEN contre dollar** .
- Yuan (Chine) : jusque juillet 2005, maintien d'un taux de 8,28 Yuans/dollar artificiellement bas pour soutenir les exportations chinoises → léger ajustement (réévaluation de 2%) sous pression des autres pays.
- Très peu de perspectives de changements : projet de monnaie unique mondiale très utopique.

# Union monétaire européenne

- Projet politique (Europe pas ZMO) lancé depuis 1970 (rapport Werner)
- Vu comme complément naturel à constitution de l'Union économique européenne
- Union européenne caractérisée par
- Liberté complète des capitaux (fin 80's)
- liberté de circulation des travailleurs
- Liberté d'établissement depuis 1970
- Union douanière : suppression des droits de douane et des entraves au commerce (à l'intérieur) et établissement d'un tarif douanier extérieur commun.
- Vision de **Marché unique, Monnaie unique** .

# Etapes de l'intégration monétaire européenne

- 1972 : **serpent monétaire** entre devises européennes: marges de fluctuations par rapport au dollar de  $\pm 2.25\%$  et par rapport aux autres devises de  $\pm 2.25\%$  → interventions si nécessaire . Fin en 1973.
- 1979 : **Système Monétaire européen** : Mécanisme de change analogue au serpent : fluctuations par rapport aux autres devises européennes de  $\pm 2.25\%$  avec interventions intra et infra marginales (6% pour Italie)
- Réalignements réguliers des parités centrales, surtout entre 1979 et 1987; après 1987 et jusqu'en 1992, stabilité : Nouveau SME. → Les réalignements cumulés peuvent être substantiels ; entre 1979 et 1993, Le DEM, le florin NL, le BEF et la couronne DK se sont appréciés de 45, 40, 11 et 7 %; A l'inverse, la lire ou la livre IRL se sont dépréciées de 11 et 8%.

# SME

- Une monnaie Etalon : Ecu : panier de devises avec des poids fluctuant; précurseur de l'Euro.
- Attaques spéculatives régulières, surtout en 1992 : GBP, ITL, PTE, ... et 1993 ITL, ESP, PTE, FRF. → élargissement des bandes de fluctuations à +/- 15% → rôle limité du mécanisme de change
- → renforce la nécessité de fixer irrévocablement les taux de change bilatéraux → passe par UEM
- L'appartenance au SME est un **critère d'adhésion** à la monnaie unique.

# Transition vers union monétaire

- Vision du rapport Delors (1989)
- La mise en place de l'UEM nécessite d'abord
- intégration économique (fin du Marché Unique)
- Convergence des performances économiques → critères de convergence à respecter
- Coordination accrue de politiques monétaires et budgétaires
- Mise en place progressive d'une autorité monétaire unique : Institut monétaire Européen (1995-1998) suivi du Système européen des Banques centrales chapeauté par la BCE (depuis fin 1998)

# Critères de convergence budgétaires

- Les pays ont dû satisfaire à une série de critères en termes de performances économiques pour accéder à l'UEM
- **Critères budgétaires** : déficits publics  $< 3\%$  du PIB; Dette publique  $< 3\%$  du PIB; application peu stricte pour la dette; application avec tolérance pour déficits
- **critères monétaires** :
- Inflation :  $\pi \leq 1.5 + \pi_3$  où  $\pi_3$  est moyenne des taux d'inflation des 3 meilleurs pays
- taux d'intérêt :  $i \leq 2 + i_3$  où  $i_3$  est moyenne des taux d'intérêt de long terme des 3 meilleurs pays en terme d'inflation

# Critères de convergence monétaires

- critères monétaires :
- Inflation :  $\pi \leq 1.5 + \pi_3$  où  $\pi_3$  est moyenne des taux d'inflation des 3 meilleurs pays
- taux d'intérêt :  $i \leq 2 + i_3$  où  $i_3$  est moyenne des taux d'intérêt de long terme des 3 meilleurs pays en terme d'inflation
- Stabilité des changes : maintien durant 2 ans précédents dans le SME
- Indépendance de la BC par rapport au gouvernement

# Critères de convergence

- Evaluation par la CE en 1996
- Tableau des 14 candidats : **Performances Maastricht..**  
7 pays /14 répondent stricto sensu aux critères en 1996  
et 1 seul (Luxembourg) sans manipulation des déficits
- → application souple des critères → dimension politique du projet de l'UEM.

# Passage final : 1999

- Adoption de la monnaie unique fin 1998
- 31 décembre 1998 : fixation définitive et irrévocable des taux de conversion bilatéraux et en Euro (taux prévalant au 31 décembre 1998) **Parités définitives..**
- Maintien des devises nationales jusque début 2002 → passage définitif à l'Euro avec taux de conversion
- Politique monétaire unique en 1999 : BCE située à Francfort et anciennes BC des pays adhérents.
- Application du **Pacte de Stabilité et de croissance** : déficits publics limités à 3%.

## section 6 : Evolution des marchés financiers

# Intro

- Evolution très marquée de **importance et structure des marchés financiers**
- Structure : évolution du type de financement, dérégulation des marchés financiers, développement de nouveaux instruments
- Taille : apparition de nouveaux marchés, progression de la taille des marchés financiers existants
- Exemple : expansion du marché des changes au comptant (transactions entre devises donnant lieu à un règlement immédiat)
- : Sources : enquête triennale de BRI

# Illustration évolution taille

Tableau 7: Echanges sur les marché des changes  
En Mia de dollars

Années	Montants
1989	317
1992	394
1995	494
1998	568
2001	387
2004	621

# Intro

- Croissance des échanges
- Tendances similaires observées sur les marchés
- des actions et des obligations
- à terme : échange d'actifs financiers livrables pour une date future
- des dérivés : négociation pour des transactions futures qui peuvent être conditionnelles ;
- Exemple : options (d'achats ou de ventes).

# Désintermédiation

- Distinction entre **finance directe et finance indirecte**
- Finance directe : les prêteurs et les emprunteurs de fonds échangent de manière directe (via le marché); exemple : achats sur le marché boursier par un particulier: **Taux d'endettement..**
- Finance indirecte : les prêteurs et les emprunteurs de fonds échangent de **manière indirecte** , via un intermédiaire, le plus souvent un organisme bancaire; exemple : dépôts des particuliers (collecte de l'épargne par les banques) et prêts (par les banques) aux entreprises.
- Schéma comparatif:  
**Schéma comparatif d'intermédiation financière..**

# Désintermédiation

- Tendance récente à la **désintermédiation** : les entreprises font moins appel à la finance intermédiée
- Diminution de l'endettement, notamment vis-à-vis des banques: **Taux d'intermédiation en France..**
- taux d'intermédiation: crédits des banques par rapport aux financements externes
- augmentation de l'autofinancement  
: **Taux d'endettement en France.:** rapport dettes-fonds propres

# Développement des marchés financiers

- Expansion des marchés financiers
- **primaires** : introduction de nouvelles entreprises en bourse et émission de nouveaux titres
- **secondaires** : expansion des marchés où négociation de titres existants : **Capitalisation boursière..**
- capitalisation boursière : valeur totale des titres négociés sur une place financière ou d'une entreprise.  
→ les montants sont devenus très importants;

# Risques accrus

- Ce développement entraîne l'accroissement de plusieurs types de risques
- **Risque de défaut** : possibilité que l'emprunteur ne rembourse pas ou que l'entreprise fasse faillite
- **Risque de taux d'intérêt** : quand les taux d'intérêt augmentent, généralement la valeur d'une obligation ou d'une action diminue → moins-values
- **risques de moins-values** sur actions dues à problèmes généraux (Krach), du secteur ou de l'entreprise; → pertes importantes de richesses des ménages et des entreprises → effets importants sur consommation et investissement

# Risques accrus

- Ce développement est lié à l'apparition de **bulles spéculatives** : augmentation importante et irraisonnée (pas OK avec les fondamentaux) des cours par mimétisme des investisseurs → éclatement de la bulle à un moment donné.
- Exemple : éclatement de la bulle des valeurs technologiques en 2000 sur le Nasdaq.  
**.Krach des technologies en 2000..**
- **Risques accrus de change** : avec l'internationalisation des investissements, variations de la valeur des titres dues aux variations de changes; → accru par le risque de flottement des monnaies. Exemple d'un ménage européen achetant des actions sur le NYSE; si le prix des actions augmentent de 10% et l'Euro s'apprécie de 15%, la valeur **en Euros** des actions diminue de 5%.

# Emergence de nouveaux marchés

- Développement de nouveaux types d'instruments et de marchés
- **Marchés à terme** (par opposition aux marchés au comptant);
- Les produits à terme permettent aux investisseurs de se couvrir contre développements futurs
- Exemple : taux de change à terme; achat de dollars livrables dans 3 mois à un taux connu aujourd'hui
- Vente aujourd'hui de pétrole livrable dans 6 mois.
- Emprunt d'un montant d'une entreprise dans 2 mois pour une période de 2 ans à un taux d'intérêt connu aujourd'hui.
- Ces instruments peuvent servir à se **couvrir** mais aussi à **spéculer** .

# Emergence de nouveaux marchés

- Développement de nouveaux types d'instruments et de marchés
- **Instruments conditionnels** : instruments qui offrent la possibilité de faire une transaction future conditionnelle (non obligatoire);
- Exemple : option d'achat
- Achat d'un droit d'acheter un dérivé de produit (action, taux de change, ...) à un certain prix fixé aujourd'hui moyennant le paiement d'une prime → marché de dérivés
- Marchés développés aux Etats-Unis dans les années 70 (sur matières premières) et développés en Europe dans les années 80
- Ces instruments peuvent aussi servir à se **couvrir** mais aussi à **spéculer** .

# Emergence de nouveaux marchés

- Ces marchés sont à la fois
- **de gré à gré** : instruments qui sont directement négociés entre contreparties → sur mesure mais volume limité
- **organisés** : instruments qui sont négociables sur le marché → standardisés mais volume important (liquidité élevée)
- Illustration : Marchés à terme (conditionnels ou non)  
**marchés à terme: 1993 et 1994..**

# Crises financières

- La libéralisation, le développement d'instruments spéculatifs et la déréglementation ont favorisé l'émergence de crises financières
- Crises financières : pas phénomène nouveau : crise bancaire dans les années 30 (Etats-Unis); crise boursière : Krach de 1929 : lundi noir
- → réapparition de crises financières de différents types

# Crises bancaires

- ruées bancaires: perte de confiance des déposants → demande massive de dépôts dans les banques → peut mener à des faillites → risques de contagion à tout le secteur bancaire
- Exemple : 14 ruées bancaires entre 1800 et 1933 aux Etats-unis
- Crises bancaires moins importantes aux Etats-Unis (années 80) et au Japon (années 90)

# Crises bancaires

- A favorisé le développement de **filets de sécurité** : assurances sur les dépôts par l'état (EU en 1933; Europe années 70)
- Paradoxalement, incite les banques à prendre plus de risques dans les prêts : **sélection adverse** → accroît le risque de faillite
- Régulation prudentielle : ratios Cooke, Bâle 1 et 2: impose un certain rapport fonds propres-dettes à risque.

# Crises de marchés

- effondrement brutal des cours;
- Exemple : Krachs boursiers en 1987 (Etats-Unis, Europe), 1997 (crise asiatique, Russie), 2000 (secteur des technologies)
- Crises multiples ; exemple : 1997 (crise asiatique): actions, taux d'intérêt et taux de change
- Contagion : touche d'autres pays ; crise asiatique a contaminé Amérique Latine
- Ces crises peuvent avoir des effets durables en terme macroéconomique ; exemple : effets de perte de richesse

# Volatilité

- Le développement des marchés spéculatifs a augmenté la volatilité
- Volatilité : fluctuations du prix d'un actif financier durant une certaine période → une mesure du **risque**
- Ces fluctuations vont de pair avec une augmentation des **volumes traités**
- Augmentation avec apparitions de nouveaux **fonds**
- Fonds de pension : investisseur pour pensions d'entreprises
- Hedge funds : fonds au départ pour couverture de risques mais souvent très spéculatifs.

## section 7 : Politique sociale et économie de la santé

# intro

- Depuis la fin de la 2nde guerre mondiale, **explosion des dépenses sociales**
- En France, 370 mios euros de dépenses sociales par an
- Mais les systèmes de protection sociales mis sous pression car 2 composantes essentielles explosent :
  - **dépenses de retraite**
  - **dépenses de santé**
- plusieurs causes mais une cause essentielle : vieillissement de la population

# intro

- Implication de l'Etat est prépondérante en Europe occidentale. Exemple : en France, 80% des dépenses sont couvertes par l'Etat
- → importantes **réformes** en cours dans tous les pays
- Exemple France: réforme du financement des retraites en 1993 pour les salariés du secteur privé : accroissement de la durée de cotisation et modification du calcul pour maintenir un système de financement **par répartition**
- Répartition : actifs d'aujourd'hui financent inactifs d'aujourd'hui ( $\neq$  capitalisation)
- Exemple France: plans Juppé et Aubry : maîtrise des dépenses de soins de santé.

# Systeme de protection bismarckien

- On peut citer comme vrai début de l'implication de l'Etat dans la protection sociale : **systeme bismarckien** : 1871 en Allemagne
- En 1881: lancement d'une politique sociale
- 1883 : assurance maladie
- 1884 : assurance accidents du travail
- 1889 : assurance invalidité et veillesse
- 1921 : assurance chômage

# principes du système bismarckien

- 3 principes qui se différencient de l'assurance classique
- caractère obligatoire de la participation au financement
- contribution proportionnelle au salaire et non au risque
- répartition entre assurés et employeurs avec subsides possibles de l'Etat
- le système bismarckien s'oppose au système beveridgien (anglais) du nom de l'économiste Beveridge qui a introduit le système de protection sociale en Angleterre après la seconde guerre mondiale
- En France, système d'origine bismarckien, par exemple quant au financement : 77,5% des dépenses de sécurité sociale sont financées à partir des revenus du travail; 61,7% des cotisations des employeurs; 30,1% des cotisations des salariés; reste sur retraites et indemnités de chômage des salariés;

# Comparaison

- le système moderne (français p.ex) est une combinaison des 2 systèmes
- ils se distinguent selon
- la couverture
- l'obligation
- le financement
- le mode de gestion
- les prestations fournies
- Voir tableau de comparaison: **Tableau..**

# Les régimes de protection

- le système moderne (français p.ex) est le lieu de coexistence de plusieurs régimes
- Régime général : le plus important
- Régimes particuliers dont la gestion est en partie assurée par l'administration du régime général; réminiscences de régimes antérieurs ; ex: employés d'EDF, régime agricole
- Régimes spéciaux avec gestion complètement autonome
- Ils se distinguent par notamment les risques couverts
- Tableau synthétique : **Couverture..**

# Risques

- 4 grands risques couverts dont les 3 premiers sont couverts par la sécurité sociales
- **Maladie** (maladie, handicap, accidents du travail): 33.1% des dépenses sociales : passage de 8.8% à 10% en proportion du PIB entre 1981 et 1996;
- facteurs de croissance: progrès technique, démographie médicale, comportement vis-à-vis des soins
- **Vieillesse** : retraites ; 41.9% des dépenses sociales; passage de 10.5% à 12.6% en proportion du PIB entre 1981 et 1996
- facteurs de croissance: généralisation de la retraite à 60 ans, augmentation des retraités
- **Famille** : allocations familiales, veuvage, ...: 15.2% des dépenses sociales;

# Croissance du budget

- L'effort social de la nation a connu une croissance très forte : supérieure à la croissance du PIB et du budget de l'état
- Un exemple : croissance des dépenses de santé dans les pays de l'OCDE
- Le pays le plus consommateur : Etats-unis

# Evolution des dépenses de santé

Tableau 8: dépenses de santé en % du PIB

Années	1970	1980	1990	1992	2003
Allemagne	5.90	8.40	8.30	8.70	10.8
Suisse	5.20	7.30	8.40	9.50	11.2
Etats-unis	7.40	9.20	12.40	14.00	15.00
France	5.80	7.60	8.90	9.40	10.2
Suède	7.20	9.40	8.60	7.90	9.1
Danemark	6.10	6.80	6.30	6.50	8.8
Italie	5.20	6.90	8.10	8.50	8.2
Grande-Bretagne	4.50	5.80	6.20	7.10	7.8
Japon	4.60	6.60	6.60	6.90	7.7
Belgique	4.10	6.60	7.60	8.20	NA
Luxembourg	4.10	6.80	7.20	7.40	NA

# Réformes des syStèmes de santé

- Explosion des dépenses ont entraîné des réformes des systèmes de santé pour garantir le financement
- En France, entre 1975 et 1996 : 17 plans de redressement de la sécurité sociale avec un volet important concernant les dépenses de santé.
- Solutions vers un système plus libéral : exemple: instauration ou augmentation du ticket modérateur
- De manière générale, déplacement vers un système plus beveridgien: financement croissant par l'impôt
- Exemples: France Cotisation Sociale généralisée; Belgique : Cotisation Spéciale de Sécurité Sociale prélevée en complément de l'ipp.

# Actions de réforme

- les mesures visant à restaurer le financement durable des systèmes de santé peuvent être classées en 8 catégories
- **Action concertée** ; ex: Allemagne 1977: objectifs quantifiés ; France 1993 : plafonds de dépenses
- **Ticket modérateur** ; ex: France, Belgique depuis toujours; Portugal 1992: forfait soin
- **Dissociation prix-remboursement** ; ex: Pays-Bas et Allemagne: remboursement médicament sur base du générique
- **Déremboursement** ; ex: dépenses de confort : cures, ...

# Actions de réforme

- **réduction de l'offre hospitalière** ; ex : R-U: fermeture de 118000 lits entre 1985 et 1994; Belgique : concentration ou suppression des petits hopitaux
- **Limitation de l'accès à la profession médicale** ; ex : France, 1971; Belgique, 2002: Numerus clausus
- **Développement des alternatives à l'hospitalisation** ;R-U : developpement en 1970 de la chirugie ambulatoire
- **Instauration de budgets globaux** ex : France, Allemagne

## section 8 : Evolution démographique

# intro

- Evolution démographique est importante car
- reflète l'évolution des conditions économiques
- implique une évolution de certains agrégats économiques
- Exemple : dans les pays développés, influence l'avenir des **retraites**

# évolution démographique

- Evolution démographique est contrastée entre pays développés et PVDs
- Tendance générale : baisse de la natalité de la population mondiale depuis 40 ans
- Cette tendance générale cache des **évolutions contrastées** .
- Dans les pays développés : baisse de la natalité importante et baisse de la mortalité → vieillissement de la population.
- Dans les pvds, croissance de la population qui pose le problème **de la disponibilité des ressources** .

# Accroissement population

Tableau 9: Croissance en % population mondiale

Années	
1950-55	1.84
1955-60	1.86
1960-65	2.02
1965-70	2.08
1970-75	1.98
1975-80	1.76
1980-85	1.75
1985-90	1.70
1990-95	1.67

# Accroissement population

Tableau 10: Croissance annuelle en % 1950-1980

Continent	
Afrique	3.8
Amérique Nord	1.6
Amérique Latine	4.1
Asie est	2.5
Asie sud	3.2
Europe	0.8
Océanie	2.3
URSS	1.6
pays développés	1.2
Pvds	3.2
Moyenne mondiale	2.5

# Pays développés

- Viellissement généralisé de la population dû à baisse de la natalité; ex: Japon : en 15 ans, baisse de 50% du taux de natalité
- La pyramide des âges montre évolution importante des générations durant 6 périodes récentes (France)
- Guerre 14-18 : perte du côté masculin
- guerre 14-18 : déficit de naissance durant guerre 14-18

# Pays développés

- Effet prolongé de la guerre : après 20 ans, natalité toujours inférieure à celle d'avant guerre
- effet négatif durant seconde guerre mondiale
- reprise de la natalité après guerre
- début années 80 : **baisse de la natalité comparable à la baisse constatée durant périodes de guerre.**
- En France : taux natalité de 1.70 en 1995 contre 2.98 en 1946

# Conséquences

- Vieillesse de la population : dès 1901, cap des 8% de personnes âgées dépassé en France
- baisse du rapport actifs-retraités : 7 retraités pour 10 actifs en Allemagne; 5.6 retraités pour 10 actifs en France
- Pose la question du financement des retraites d'autant plus que
- la durée moyenne de vie active diminue : 40 ans contre 45 ans en 1977
- la durée moyenne de retraite augmente : 20 ans contre 15 ans en 1977
- → pose le problème du financement des systèmes de retraite par répartition.
- Pose aussi le problème des finances publiques

# Evolution des dépenses publiques

Tableau 11: dépenses publiques % du PIB  
(France)

type	1980	2000	2025
Santé	6.70	7.60	10.7
Pensions	10.00	11.00	16.30
Chômage	1.70	2.48	2.40
Education	4.90	4.30	3.94
Total	31.00	32.6	41.13

# Conséquences

- Pose le problème du **financement des retraites**
- Augmentation forte du nombre de retraités dès 2005 (départ à la retraite des enfants du baby-boom)
- Depuis 1987, augmentation annuelle du nombre de retraités de 4.8% → augmentation cumulée en 10 ans de 47%
- problème aggravé par la montée du chômage et des pré-retraites : 1 demandeur de retraites sur 3 est sans emploi.

# Evolution du coût des retraites

- Taux de croissance du coût réel des retraites augmente constamment : 3% en 1980; 8% en 1988; 10% en 2000
- L'augmentation des coûts dépend en grande partie de **l'évolution du taux de fécondité**
- Taux de **1.8** enfant par femme (taux actuel) → augmentation de **57%** du coût de retraites d'ici 2035.
- Taux de **2.1** enfant par femme → augmentation de **34%** du coût de retraites d'ici 2035.
- Taux de **1.5** enfant par femme → augmentation de **85%** du coût de retraites d'ici 2035.

# Réformes

- Pour solutionner le problème des charges croissantes, une série de mesures prises en 1993-1994
- Allongement de la durée des cotisations : durée de 40 ans pour bénéficier de la retraite à taux plein
- allongement de 10 à 25 ans de la période de calcul du salaire de référence
- Indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires
- Augmentation des cotisations dans certains régimes complémentaires.
- Création de fonds de retraite (fonds argenté en Belgique).

# Fondements théoriques

- Question : **causes de la baisse de la natalité ?**
- 2 types d'approches :
- microéconomiques : étudient les déterminants (économiques) de la décision d'un couple d'avoir un enfant
- macroéconomiques : influence de variables macroéconomiques telles que le revenu agrégé.

Tableau 12: approches démographiques

approche	auteurs	outils	critère
micro	Leibenstein	coûts-bénéfices	rentabilité
micro	Becker	consommation	élasticité -revenu
macro	Bust -Ward	revenu -fécondité	salaire, revenu taille famille
macro	Easterlin	cycle fécondité	salaire, revenu taille famille

# commentaires

- comparaison coût marginal (dépenses supplémentaires, taille du logement, ...) - bénéfice marginal (allocations supplémentaires, avantages fiscaux, harmonie de la famille)
- enfant comme bien de consommation durable : influence du prix d'un enfant (coût de l'éducation) fait que la demande est limitée et contrecarre effet positif du revenu
- analyses des influences du revenu sur la fécondité : constate une élasticité **négative** de la quantité d'enfants au salaire de la mère (notion de coût d'opportunité) et **positive** pour celui du père → corrélation négative entre activité féminine sur le marché du travail et la fécondité.

# commentaires

- Influence du cycle économique sur la fécondité transitant par le niveau de vie, la conjoncture, la répartition de la population par âge : fécondité élevée → main d'oeuvre abondante → baisse des salaires et revenus → baisse de la fécondité
- cette dernière explication est moins convaincante dans la mesure où la baisse de la fécondité est plus **structurelle** que cyclique.

## Chapitre 2: Interdépendance des problèmes

# Approche

- Les problèmes économiques sont interdépendants
- Cette interdépendance rend les solutions plus compliquées
- Nous allons voir les exemples les plus importants d'interdépendance.

## section 1: lien croissance-chômage

# Croissance

- Croissance de long terme = croissance en fonction des ressources disponibles (capital et travail)
- Le degré d'utilisation de ces ressources varie : périodes de fortes utilisation et période de faible utilisation → notion de **fluctuations économiques** ou de **cycle économique**
- **Récession**: activité relativement plus faible (en dessous du niveau de long terme), moins de ressources utilisées et **augmentation du chômage**
- **Expansion**: activité relativement plus forte (au dessus du niveau de long terme), taux élevé d'utilisation des équipements et **diminution du chômage**
- Remarque : taux de croissance de long terme estimé à 2.5%

# Lien Croissance-chômage

Années	croissance	Chômage
1987	-	10.5 %
1988	4.3%	10 %
1989	3.9%	9.5%
1990	2.4%	9.0%
1991	0.6%	10%
1992	1.2%	10.5%
1993	-1.5%	11%

# Commentaire

- Les années de conjoncture favorable (expansion) 1988 et 1989 (et 1990) vont de pair avec une diminution chômage.
- Inversément, les récessions → augmentation du chômage
- Les chiffres suggèrent une relation **négative entre croissance et chômage**
- Dans les pays occidentaux, on estime qu'il faut une croissance de 2.5 à 3% pour induire une réduction significative du nombre de chômeurs
- Cette relation négative a été formalisée dans la loi de l'économiste américain Okun

# Loi d'Okun

- $\Delta U = -0.4(g - \bar{g})$
- $\Delta U$  : variation du taux de chômage
- $g$  : taux de croissance observé
- $\bar{g}$  : taux de croissance tendanciel (2.5%)
- Exemple : si  $g = \bar{g}$ , alors le chômage ne varie pas
- Exemple : si  $g = 5\%$  (et  $\bar{g} = 2.5\%$ ) , alors le chômage va diminuer de 1%.

# Chômage naturel

- La loi d'Okun renvoie elle-même à la notion de chômage naturel : chômage qui correspond à la situation de plein-emploi et incompressible à court terme par l'activité économique
- ce chômage est dit **naturel ou structurel** : il dépend des structures de l'économie, de l'organisation du marché du travail, ...
- Le niveau du chômage naturel **varie donc d'un pays à l'autre**

# Chômage naturel

- L'évaluation du taux de chômage naturel est difficile
- En France, il est estimé à environ 5% (1,3 Mio de chômeurs) et il semble avoir augmenté depuis 1973.
- Au Etats-unis, les estimations donnent un taux naturel nettement inférieur (marché du travail plus dynamique).
- La notion de chômage naturel va de pair avec la notion **d'hystérèse, de persistance du chômage** dans les économies industrialisées.

## Section 2: lien croissance-inflation

# observation initiale

- Faits stylisés dans les années 60 et 70 : lien entre période d'expansion ou récession et inflation.
- Expansion → augmentation plutôt rapide des prix
- Récession → augmentation plutôt lente des prix
- idée d'une relation inflation-chômage : **courbe de Philips**

# Courbe de Philips

- Idée : substituabilité des objectifs d'inflation et de chômage : pour diminuer le chômage, on doit accepter plus d'inflation.
- On peut regarder le lien entre les taux d'inflation et les taux de chômage en France durant les années 80 et 90 : **Courbe de Philips en France..**
- Idée principale : **Moins d'inflation = plus de chômage**  $\Rightarrow$   
**Plus d'inflation = moins de chômage**

# Implication de la courbe

- Cette courbe a été utilisée dans les années 60, 70 et 80 par les économistes (keynésiens) pour justifier des politiques de relance de l'activité par la demande
- Mécanisme : Politique budgétaire  $\uparrow \rightarrow$  Demande  $\uparrow \rightarrow$  prix  $\uparrow \rightarrow$  salaires réels  $\downarrow \rightarrow$  activité  $\uparrow \rightarrow$  et chômage  $\downarrow \rightarrow$ ;
- L'indice de misérabilité est constitué par inflation+chômage

# Instabilité de la courbe de Philips

- Problème : la courbe est elle toujours la même
- Expérience des années 70 semble prouver le contraire : **stagflation** : coexistence de chômage et d'inflation  
**Courbe de Philips en France années 70..**
- Il existe des période de haute inflation et de croissance du chômage . → remise en cause de la courbe de Phillips
- Élément manquant : les anticipations d'inflation et la réaction en termes de salaire : si suite à la hausse de l'inflation, les syndicats demandent des augmentation de salaire pour compenser la hausse future anticipée, les effets en termes de salaires réels sont inopérants.  
→ indice de misérabilité explose.

# Implication : coûts de l'inflation

- L'instabilité de la courbe de Phillips a remis en cause ce type de politique économique
- Un des éléments : la hausse de l'inflation peut avoir des coûts à moyen terme : la hausse peut être persistente car les agents anticipent une hausse des prix futurs → demande de croissance des salaires → inflation.
- Cet aspect : crédibilité de la politique économique
- Idée de la politique monétaire européenne : mener une politique de lutte contre de l'inflation pour favoriser **la crédibilité** .